

VENDREDI 14 JANVIER 1949

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145 Quai de Valmy,
Paris-10^e
C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.
Pour changement d'adresse, joindre 15 francs
et la dernière bande

Le numéro : 10 francs

« L'Anarchiste
est la plus haute
expression de l'ordre
(Eliée Reclus.) »

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

POUR PREPARER LA GUERRE

Un problème insoluble :

L'U.R.S.S. envoie du manganèse aux U. S. A.

LES PRIX ET LES SALAIRES

Un porte-parole du Département d'Etat nous apprend que le tiers du manganèse nécessaire à la production sidérurgique américaine vient de l'U.R.S.S., et toutes les rumeurs circulant au sujet d'une éventuelle réduction de ces importations, sont dénuées de tout fondement.

Staline, « champion de la Paix », continue la tradition des Zaharoff, des Wendel, des Schneider, de la Vickers. Il connaît les usages !

Déjà avec Hitler, qu'il fournit amplement en matières premières et vivres, avec Mussolini à qui il livra pétrole et pétroliers pour la guerre d'Ethiopie, il nous avait donné la mesure de son savoir-faire !

Aujourd'hui, il accuse l'Amérique de préparer la guerre, mais s'empresse de lui fournir les moyens de la faire ! L'industrie sidérurgique des U.S.A. est donc fonction des importations de manganèse de l'U.R.S.S., et Staline, le complice des Truman, des Bevin, le complice des munitionnaires, le complice de tous ceux, qui, consciemment ou non, préparent la 3^e guerre mondiale.

Cette complicité, sans doute imposée et justifiée par quelque détournement imprévu de la « ligne » stalinienne, démasque l'impérialisme stalinien, fauteur de guerre au même titre que l'impérialisme yankee.

Avec le discours sur le désarmement de Vichinsky à l'O.N.U., la campagne contre le plan Marshall, les excitations chauvines des partis stalinien, la duplicité de Staline apparaît dans toute sa laideur et jamais encore ne s'est dévoilée sous un jour aussi cru, la monstrueuse comédie dont le dénouement pourrait fixer le sort du monde.

Et le peuple qui prend parti pour l'un ou pour l'autre des impérialismes, sera écrasé ou par l'un ou par l'autre.

Le peuple qui prend parti est condamné d'avance.

L'action révolutionnaire est la seule voie de salut.

ARRESTATIONS D'ANARCHISTES en zone soviétique

Ceux des anarchistes allemands qui avaient réussi à survivre aux persécutions du nazisme et aux ravages de la deuxième guerre mondiale, se sont réorganisés, clandestinement, depuis 1945, en zone d'occupation russe. L'état d'esprit de la population ouvrière, éprouvée par l'occupation et par conséquent hostile au régime de la dictature stalinienne, a favorisé ce regroupement sur des positions anarchistes.

Depuis quelques semaines, une vague d'arrestations s'abat sur nos camarades. En Saxe, en Thuringe et dans le Brandebourg, surtout dans les villes de Leipzig, Breslau, Berteisdorf, Schkeuditz, Zwickau et Ilmenau, la terreur stalinienne s'est déchaînée non seulement contre les anarchistes — connus comme tels par leur séjour prolongé dans les camps de concentration nazis — mais au même titre, contre les socialistes et les communistes oppositionnels.

Le système de répression est toujours le même : surveillance étroite par des indicateurs allemands pour préparer le coup de filet. Ainsi, à Schildow, près Berlin, c'est un ancien agent de la Gestapo et chef des S.A., maintenant fonctionnaire du N.K.W.D. (Guepéou), qui a préparé soigneusement les rafles opérées par les agents russes.

Les arrestations de nos camarades s'accompagnent de perquisitions, au cours desquelles les bandits du N.K.W.D. se comportent à la manière des fascistes. Le mobilier est « réquisitionné » et les femmes des victimes sont obligées de signer des papiers écrits en russe et qu'on ne leur traduit pas. Il s'agit là d'un vol systématique organisé par l'Etat russe.

Pourtant, nos camarades en zone Est de l'Allemagne ne perdent pas le courage. Les lettres qui nous parviennent prouvent qu'ils continuent leur action et qu'ils comptent sur la solidarité active de tous les compagnons en Europe et dans le monde. Une de ces lettres se termine en ces termes : « Nous n'abandonnons pas la cause. Le Reich dit millénaire s'est écroulé et la terreur actuelle prendra également fin ».

CRIA.

La baisse telle que la réclame les syndicats officiels est impossible. Nous combattons pour une indemnité unique de vie chère, non hiérarchisée.

POUR LA GRÈVE GESTIONNAIRE ! POUR L'ABOLITION DU SALARIAT ET DU PATRONAT

Le phénomène le plus caractéristique de l'économie actuelle est l'écart sans cesse grandissant entre les prix et les salaires. Ce phénomène n'est pas le triste privilège de la France ; il se constate dans toute l'Europe, il se constate même aux U. S. A. ; il est, à des degrés divers, universel.

Actuellement il prend en France un tel développement qu'il détermine toute la conjoncture social-économique et politique.

D'une part, les nouvelles dispositions budgétaires, la hausse des loyers, des charges, des services postaux, des carburants, de l'eau, du tabac, du ressemelage, etc., l'augmentation des impôts qui — quoi que l'on en dise — se répercutera bientôt sur tous les prix, et d'autre part, le blocage des salaires, va nous amener rapidement à une situation des plus graves.

Pour obvier à ce mal définitif, les économistes « distingués », les faiseurs du Palais-Bourbon, les journalistes de tous poils, proposent deux remèdes : économies et production accrue.

Nous passerons rapidement sur ces fameuses « économies » ; les révélations de la Cour des Comptes, le budget de l'armée, indispensable au brigandage colonial qui, à Madagascar, fit 80.000 morts parmi les indigènes et... 100.000 parmi les Européens, suffisent pour éclairer notre lanterne. D'ailleurs, on se demande comment il serait possible dans la société capitaliste actuelle, de licencier l'armée — près d'un million d'hommes — et quelque 5 à 600.000 fonctionnaires ? Leur reclassement dans le secteur privé s'avère tout à fait impossible, et au lieu de 125.000 chômeurs officiellement secourus, nous en aurions sans doute 2 millions ! Ainsi se démontre une fois de plus toute la stupide malaisance d'un système, qui ne peut se perpétuer qu'en nourrissant, au frais des travailleurs, une armée dégradante, corrompue et criminelle, d'innombrables fonctionnaires qui sont autant de chômeurs camouflés. Nous ne parlons pas, évidemment, du corps enseignant des postiers, cheminots, etc...

Placez mes 5.000 inspecteurs et je

rends la liberté aux pneus », telle fut la réponse faite par le ministre de la production industrielle aux représentants de l'industrie du caoutchouc qui réclamaient la vente libre, la production ayant dépassé celle de 1938. Cette réponse illustre et prouve parfaitement ce que nous avançons.

Quant au célèbre slogan « Produire »,

pour cent du revenu national, les commerçants, intermédiaires et industriels par leurs bénéfices.

Le résultat est que le marché solvable se rétrécit de plus en plus, la production diminue et les prix ne cessent de monter.

Une autre absurdité est celle de la baisse. Actuellement la C. G. A.

M. R. P., RADICAUX ET Cie

On s'aime bien tous les deux

« Il y a une majorité politique ; il n'y a pas de majorité économique » voilà ce que se répètent les Républicains populaires à leur Congrès national. Comme en termes délicats la chose est dite...

Car nous n'avons pas attendu que cette prononciation sorte du puits — ou plutôt du marais — des milieux émergeant pour le répéter : le gouvernement n'est rien d'autre qu'un ramassis de politiciens et de partis solidement cramponnés aux avantages du pouvoir et décidés à défendre ensemble l'assiette à beurre contre vents et marées, communistes et R.P.F. De volonté commune, il n'en est point dans cet assemblage hétéroclite de socialistes, de radicaux, de républicains populaires, et il ne peut y en avoir, leurs intérêts électoraux s'opposant profondément et les poussant à la surenchère verbale et démagogique.

La majorité politique, c'est le troupeau des politiciens démocrates se resserrant pour faire face à d'autres qu'à eux-mêmes. La majorité économique ? Mais il n'en est pas besoin. Un parti politique, de nos jours où les « élus du peuple » sont chargés par les électeurs gogos de transformer la structure économique du pays, n'a aucunement besoin de s'intéresser à ces questions des radicaux, de républicains populaires, et il ne peut y en avoir, leurs intérêts électoraux s'opposant profondément et les poussant à la surenchère verbale et démagogique.

Néanmoins, on y pense toujours, à l'électeur, à ce gêneur d'électeur. Car

LAMPISTE gare à toi !

Commentant les dilapidations du Ministère des Anciens Combattants, M. Bétolaud précise :

« Ces faits portent uniquement sur la période 1944-45 du temps de la gestion de M. Fresnay. Mais ce qui est examiné, c'est l'action d'une Administration et non pas celle d'un ministre ».

Si nous comprenons bien, il s'agit de la gestion d'un ministre, c'est-à-dire, de la gestion d'une administration. Autrement dit, de la lourde responsabilité du garçon de bureau gestionnaire.

il va falloir un de ces quatre matins se représenter devant lui. C'est alors qu'on voit les M.R.P. méditer amèrement sur la défaite des dernières élections, et la bonne santé du concurrent par l'Etat russe.

(Suite page 4, col. 4.)

L'U.R.S.S.

Les grandes enquêtes du « Lib »

vue par un anarchiste

SPORTS, LOISIRS, ÉDUCATION (VI)

— Les loisirs, spectacles, sports, sont-ils réglementés, organisés ou libres ?

Chacun organise librement ses loisirs. Mais tout est d'une pauvreté extrême. Même pour le théâtre. Il n'y a que douze ou treize théâtres à Moscou, par exemple (les communiqués de la Pravda en font foi), et ils sont toujours pleins malgré les prix élevés. On y donne beaucoup de pièces classiques, surtout en thèmes historiques, d'avant la Révolution. Les pièces de Tchekov, Gorki intéressent le public. Les pièces modernes, à base de propagande enfantine, à peine camouflée n'ont pas grand succès.

— Les théâtres sont pleins, dites-vous. Cependant, il y a bien d'autres « sorties » possibles pour le public.

Retirez le théâtre et le cinéma, il n'y a plus rien. Jamais de conférences, de meetings (sauf à l'usine, présence obligatoire, alors). La lecture des journaux le prouve : on n'y trouve l'annonce d'aucune conférence. Que ceux qui en doutent, lisent la Pravda !

Notons aussi les spectacles sportifs, mais ils n'ont pas la même vogue qu'en Occident, car il n'y a pas de publicité commerciale pour les présenter.

— Nous en sommes donc au cinéma. Que dire qui puisse expliquer rapidement l'activité cinématographique en U.R.S.S. ?

— Les cinémas (beaucoup moins nombreux qu'en Occident) sont très fréquentés, car, avec le théâtre, ils sont la seule façon de meubler les loisirs.

— Cependant, on y repasse surtout de vieux films. Les films nouveaux sont peu nombreux : une vingtaine par an, et les films étrangers sont pratiquement inconnus : j'en ai vu deux en dix ans, un film français, un film allemand,

Un des derniers films que j'ai vu, (en 1945), avait pour sujet Makhno. C'est surprenant en apparence. Mais il s'agissait de saluer le souvenir de Makhno auprès des populations d'Ukraine où son souvenir est encore vivant. Le film représentait Makhno comme un vulgaire chef de bandits.

Les thèmes historiques (faussés, en fonction de la ligne actuelle) sont ainsi très souvent utilisés.

— J'aimerais que vous nous parliez aussi des Parcs de culture, dont on a fait grand bruit.

Un parc de culture, dont l'entrée est payante, d'ailleurs, est un ensemble d'attractions, de terrains, d'aménagements où l'on peut se divertir, pratiquer les sports, aller à la bibliothèque, consulter livres et journaux, avec, quelquefois en plus, un cinéma de plein air.

Mais on a beaucoup exagéré leur importance. Il y a un très beau parc à Moscou, mais c'est exceptionnel : il y en a ainsi quelques-uns dans toute l'U.R.S.S. Partout ailleurs, c'est tout au plus un lieu où l'on essaie de s'amuser comme on peut. Le parc de Moscou, comme le métro de Moscou, a surtout un but de propagande.

— Et du point de vue des activités sportives proprement dites ?

— L'Etat apporte beaucoup de soutien au sport. Il existe un stade dans chaque ville.

Mais il n'existe, à côté des clubs d'usine, que deux affiliations possibles (la compétition exigeait qu'il y en ait au moins deux), deux séries de clubs : Spartak et Dynamo.

— A-t-il une partie de la jeunesse qui délaisse les loisirs courants et préfère, par exemple, s'instruire ?

— Il existe des cours du soir, peu

fréquents. Les jeunes qui, en plus du travail à l'usine, s'instruisent, le font en vue d'accéder à des postes supérieurs dans la hiérarchie. Je ne veux pas dire qu'il n'y ait pas d'exception, mais, dans l'ensemble, la culture désintéressée n'existe guère, l'autodidacte est inconnu en Russie aujourd'hui, alors que pendant

(Suite page 2, col. 3.)

Derrière le Rideau de Fer

PRAGUE L'organe des Jeunesses Staliniennes Tchèques, « Mlada Fronta » publie dans son n° 42 un communiqué de « guerre » contre l'ancienne ville allemande Lauterbach : « Bombardement d'une ancienne ville allemande. Au cours de leurs manœuvres nos troupes ont attaqué et bombardé cette ville. Avions, chars d'assaut, canons et mitrailleuses sont intervenus. La ville a été complètement détruite ».

TIRANA Six ministres albanais pro-titistes viennent d'être arrêtés par les autorités staliniennes albanaises : l'ancien vice-président du Conseil, le ministre de l'Intérieur, le secrétaire général du P.C., le président de la Commission de Contrôle d'Etat, le président du Bureau Politique et le secrétaire d'Etat pour l'Intérieur.

BERLIN Le Comte Heinrich von Einsiedel, arrière-petit-fils de Bismarck, membre dirigeant du S.E.D. stalinien et rédacteur de l'organe soviétique de Berlin, vient de s'enfuir en zone occidentale de Berlin.

VIENNE La foule a arraché, en plein centre de Vienne, aux soldats du Guepéou, un homme qui allait être enlevé. C'était à six heures du soir. Comme d'habitude une voiture s'arrêta, les soldats sortirent pour s'emparer de la victime qu'ils avaient reconnue. La foule s'interposa et sauva l'homme qui disparut dans l'obscurité. Les soldats n'osèrent pas ouvrir le feu. Pendant plusieurs jours les journaux autrichiens ont parlé de cet incident.

BELGRADE Au Congrès du P.C. de Croatie le Maréchal Tito a déclaré : « Je sais qu'il y a un mécontentement certain dans le peuple vis-à-vis des autorités mais on me dit que cela se rapporte aux seuls fonctionnaires subalternes. Quoi qu'il en soit, si les paroles ne suffisent pas pour convaincre le peuple il reste encore la méthode de le frapper sur le dos. Je sais que ces paroles sont dures mais la situation actuelle exige des actes énergiques ».

UKRAINE Des soldats de l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (U. P.A.) ont réussi à pénétrer en Tchécoslovaquie. Ils ont donné des précisions sur le maquis ukrainien, composé par des déserteurs russes, ukrainiens et des prisonniers de guerre allemands évadés. Ce maquis livre depuis des années des batailles aux troupes du Guepéou.



il est, parmi le bric à brac des phrases creuses, des mots d'ordre éculés, des boniments de camelot en mal d'élection, celui qui a la vie la plus dure. C'est consommer qu'il faudrait dire ; seule, la consommation est capable d'activer, de développer la production. La consommation, c'est le marché, c'est la demande, c'est la possibilité de profit, c'est ce qui détermine l'activité générale. Or, on fait tout pour la restreindre ! L'Etat, en absorbant plus de 30

s'émue de la chute des prix agricoles à la production, et de leur maintien au stade consommateur. Dernièrement, les choux-fleurs se vendaient 2 fr. 50 en Bretagne, et 40 fr. à Paris. En admettant que, entre producteurs et détaillants, les prix ne fassent que tripler — ce qui déjà ne serait pas si mal — ce choux-fleur se vendrait 7 fr. 50.

Disons-le franchement : aucun détaillant ne pourrait se permettre de travailler pour un gain de quelque 2 fr. par kilo, d'autant plus qu'il en irait de même pour de nombreux articles : pommes de terre, carottes, poireaux, etc.

Nous assistons en ce moment à un curieux revirement de la tendance économique. Les prix industriels mènent la danse, ce qui jusqu'à présent, était le rôle des prix agricoles. Charbon, transports, électricité, textiles, chaussures, aluminium, etc., atteignent et dépassent les coefficients des prix agricoles. Et l'on veut que ces derniers baissent ? De qui se moque-t-on ?

Les produits de la terre seront enterés sur place, la production diminuée, avec l'encouragement sinon l'approbation tacite de l'Etat, et la complicité de tous les profiteurs, grossistes, ramasseurs, etc.

(Suite page 2, col. 4.)

TROIS LOUIS

En 1914, avec 3 louis on pouvait se procurer 3 costumes.

En 1948, avec 3 louis on peut se procurer 3 boutons.

Mais 3 louis papier font tout de même 60 francs. Et 60 francs suffisent pour souscrire un abonnement de propagande donnant droit à 10 numéros !

Robert Joulin, 145, quai Valmy, Paris. C.C.P. 5561-76.

LES RÉFLEXES DU PASSANT



LA PYTHONISSE

mens. Les docteurs feront des affaires d'or : les croquemorts également et M. Gouin orientera ses activités vers le secteur des rhums et des pots-de-vin chauds. Quant à Marianne, habituée à toutes les infections, elle continuera à passer de bras en bras sans en subir la moindre atteinte.

De Gaulle attrapera un tétanos. Il n'en sera que plus long. Le Gouvernement sera renversé et remplacé par une équipe toute prête qui cédera le pas rapidement à la précédente afin de pouvoir reprendre sa place.

Des hommes neufs surgiront : ils s'appelleront Herriot, Plevin, Queuille, Reynaud, et j'en passe ! Un radical connu, Daladier, ne sachant plus exactement s'il est radical, gaulliste ou socialiste, hésitant entre le M.R.P., le P.C.F., le R.G.R., le P.R.L. et la S.F.I.O. parti : le R.P.F.

Nous aurons des avions à réaction, une nouvelle loi sur les loyers prévoyant des surfaces corrigibles et incorrigibles, la planche à billets aura la diarrhée, le franc la phthisie galopante et le pouvoir d'achat deviendra trans-lucide.

On fera la cuisine au radar et la queue aux soupes populaires. Les français seront de plus en plus miteux mais la France et sa pile atomique, marcheront fièrement vers leurs destinées : laiques, obligatoires, démocratiques et immortelles.

Le carnaval de la semaine

UN HEROS

On vient d'apprendre avec une pathétique et profonde émotion que, en Albanie, le général Hoshida vient d'être nommé « héros national » pour ses « victoires » remportées sur les tristes éléments antibanalis et antisocialistes.

Ces « victoires » d'un nouveau genre ont été remportées grâce à une organisation extrêmement poussée de la délation, du bourrage de crâne, de la mise en carte de tous les « bons citoyens » et au développement de police secrète, Glorie à Hoshida.

LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

En Angleterre, à la Chambre des Communes, M. Bottom Ley, questionné au sujet des exportations anglaises vers l'U.R.S.S., répondit : « ... Il n'est pas facile de définir quels produits ont une importance stratégique, beaucoup d'articles ont un usage double, soit pour la paix, soit pour la guerre ».

Bien sûr ! Bien sûr ! Les boutons de gilet par exemple, les tissus, ou bien les machines-outils et aussi les canons que livre la « Craven Brothers Limited » (directeur, M. W. Lord). Les canons ? Eh bien quoi de plus normal. Ils peuvent servir à l'U.R.S.S. pour se défendre, ou pour attaquer. Mais comment voulez-vous qu'on le sache ?

A BAS LA VERITE

Il est désormais interdit de divulguer les résultats des concours de révision (pourcentage des jeunes gens bons pour le service, statistiques, etc.).

Le secret militaire n'est qu'un prétexte : nul n'ignore le chiffre de nos effectifs.

Il s'agit, en réalité, de cacher l'état sanitaire effrayant des Français, en particulier des jeunes. Les chiffres officiels seraient une arme terrible dans les mains des agitateurs qui pourraient les utiliser pour démontrer les résultats de la reproduction intensive, ainsi que

Pour acquérir le pouvoir et le conserver, il faut aimer le pouvoir. Et l'ambition ne s'accorde pas avec la bonté, mais, au contraire, avec l'orgueil, la ruse, la cruauté. Ce ne sont pas les meilleurs, mais les pires qui ont toujours été au pouvoir et qui y sont encore.

LEON TOLSTOI.

F. A. Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X^e
Métro : Gare de l'Est
Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche

2^e REGION

Conseil régional de la région 23 janvier 1949, à 15 heures. Lieu de réunion habituel. Pour l'ordre du jour, consulter le prochain « Trait d'Union ».

Dimanche 16 janvier, rendez-vous des libertaires à 15 heures, à l'entrée du cimetière Montparnasse, pour commémorer l'illustre anarchiste Proudhon, né et décédé ce même mois de janvier.

E. LAVALETTE.

Paris-Est. — Réunion jeudi 14 janvier à 20 h. 30, 41, rue Pétion. Réorganisation du groupe. Tous les militants sont priés d'être présents.

Groupe Charenton, Maisons-Alfort, Alfortville. — Réunion vendredi 14 janvier, à 20 h. 30, café Sauvage, 4, rue du Pont-d'Ivry, à Alfortville (à 5 minutes du carrefour d'Alfort). Présence de tous indispensable, salle chauffée.

Enghien-Remont. — Réunion du groupe le 14 janvier, à 21 h., chez Pierrot, 7, rue Albert, Enghien.

Montreuil-Bagnolet. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30. Pendant le mois de janvier, permanence tous les dimanches matin de 10 h. à 12 h. Café du Grand Cerf, 171, rue de Paris, Montreuil (métro Robespierre).

Saint-Denis. — Le groupe est en voie de formation. En prévision de sa constitution définitive, il se réunira prochainement en réunion plénière.

Les camarades désireux de prendre part à ces travaux, sont priés d'écrire à A. Devriendt, 15 bis, boulevard Cottes, à Enghien-les-Bains (S.-et-O.). Chacun sera convoqué individuellement par lettre.

4^e REGION

Nantes. — Réunion générale du groupe le 14 janvier 1949, à 19 h. 30, 33, rue Jean-Jaures. Présence absolument indispensable de tous les militants.

de l'inutile et coûteuse escroquerie dite système scolaire.

Pour les besoins de leur propagande, les lapinistes n'hésitent pas à priver les chercheurs des renseignements, statistiques ou documents utiles au progrès et à la science. La vérité les gêne et leur fait peur : ils l'étouffent l'humanité doit-elle en crever.

LES PEDAGOGUES

En Angleterre il existe une « Société nationale pour le maintien des châtiments corporels » dont le président est un certain Eric Wildman, fabricant de cannes à fouetter !

Il n'y a rien de bien extraordinaire. Nous avons bien, en France, une certaine Académie des Sciences Morales et Politiques qui a toujours été le lieu d'élection des généraux et des marchands de canons, les Schneiders par exemple, et les Lygutes !

L'EPREUVE DECISIVE

« L'homme du vingtième siècle peut faire le tour de la terre, traverser les océans à grande distance, peser et mesurer les astres, et pomper le pétrole des entrailles de la terre. Il peut imprimer un million de journaux à l'heure ; il peut forcer une poulie à tourner ; il peut, en un an, les chiens à fumer la pipe, et les phoques à jouer au ballon ».

« Mais montrez-moi cinq pains et deux petits poissons, et amenez là cinq adultes affamés et deux pauvres roses sans argent pour les acheter ! Alors il convoquera une conférence d'experts, nommera un comité et quelques sous-comités, procédera à des élections et dira qu'il y a crise des mesures sont indispensables. Il fera des tas de règlements et s'en ira, laissant cinq adultes et deux petits enfants affamés, et cinq pains et deux poissons hors d'attente. »

(« Daily Express » 7-6-48.)

UN OUVRIER CONSCIENCIEUX

« Thomas FELLOWS, 47 ans, fraiseur chez Staffs à Darlington, était un ouvrier capable et consciencieux. »

« Il fut donc pris pour base d'observation par l'ingénieur des temps chargé d'établir un tarif à la prime. Les essais furent longs et répétés. »

« Peu à peu Thomas FELLOWS s'énerma. Le soir il se plaignait à sa femme de ne pouvoir lui-même avoir les enfants nouveaux, et se relevait la nuit croyant que le chronomètre était caché dans le placard. »

« Un beau jour, il alla au canal se noyer. Le coroner qui a examiné son corps a rendu le verdict suivant : suicide dû à la folie. »

(« News Chronicle » 4-6-48.)

Gloire au tambour ! On persuadera toujours au peuple, avec des raisonnements de peau d'âne, d'aller se faire trouer la sienne.

WILLY.

(Suite de la première page)

la période révolutionnaire, il y avait dans le peuple un élan extraordinaire vers la culture.

Dans l'ensemble, la jeunesse prêtre s'amuser et très souvent... boire. — Eh bien, nous voici, tout naturellement conduit à nous entretenir de l'école.

Je ne vous dirai pas grand chose de la structure, très voisine de la structure de l'Enseignement en France : crèches (fonctionnant vingt-quatre heures, car il a fallu prévoir le travail de nuit des femmes), jardins d'enfants, écoles du premier degré (de 6-7 ans jusqu'à 12 ans), écoles du second degré (jusqu'à 18 ans environ), puis, Universités. Nombreuses écoles techniques et professionnelles.

Je crois qu'il faut signaler la multiplication considérable du nombre des écoles. Aujourd'hui, l'analphabétisme n'existe plus dans la jeunesse. C'est qu'il faut des ouvriers relativement instruits pour les industries modernes. L'Etat accorde donc une grande importance à l'enseignement.

Les programmes ne doivent pas être très différents de ceux que nous connaissons en France ? Et les examens ?

Les enfants apprennent, effectivement, à peu près ce qu'on apprend ailleurs. Evidemment, l'histoire est enseignée selon la ligne du Parti. Toutefois, dans les Républiques, à côté du Russe, ils apprennent la langue nationale. On apprend assez tôt une langue étrangère, l'allemand, très souvent.

En ce qui concerne les examens, c'est assez intéressant à noter : il existe des épreuves (indispensables pour obtenir le diplôme) portant sur la Constitution de l'U.R.S.S., l'Histoire du Parti, le marxisme-léninisme.

Chose encore plus extraordinaire : les maîtres doivent « produire » un certain nombre de réussites aux examens, chaque année. Il y a une norme de production, personne n'échappe au Plan ! (1)

Autrefois, les études étaient gratuites à tous les degrés. Il n'en est plus de même. Dans quel but, selon vous, l'Etat a-t-il rendu payantes les études supérieures ?

Les études restent gratuites jusqu'à l'Université. Aujourd'hui, l'Université est payante (notons qu'il existe des bourses), car il fallait élever le grand nombre des études longues pour les rejeter vers l'apprentissage. Avant 1940, on pouvait sortir du lycée et entrer à l'Institut technique pour devenir ingénieur. Depuis 1940, ces Instituts sont devenus payants et on a placé la plupart des écoles techniques près des usines (avec emploi du temps mixte : études et travail à l'usine) car il fallait de la main-d'œuvre.

La Komsomolskaïa Pravda a même

Pour le « Libertaire »

Liste des souscriptions reçues du 1^{er} octobre au 31 décembre 1948.

Lettre Gil, 100 ; Damade, 50 ; Ader, 100 ; Salvemini, E., 50 ; X., 20 ; Bourneuf, 50 ; Cousin, 50 ; Baron, 40 ; Fauvel, 3 ; Albert, 40 ; Lentille, 100 ; Saulnier, 35 ; Vari, 100 ; Saulnier, 500 ; Cam, R. Villeparisis, 300 ; Goussier de Villeparisis, 500 ; Groupe de Pouchet, 280 ; Fiquet, 60 ; Gravel, 50 ; Bloin, 100 ; Rosetti, 650 ; Aisselo, 400 ; Un ingénieur, 50 ; Groupe Est, 900 ; Vincent, 50 ; Adam, 100 ; Boudoul, 100 ; Fauvel, 10 ; Robert, 30 ; Garcia, 50 ; Fels, 50 ; Brirot, 50 ; Groupe Carcassonne, 100 ; X., 100 ; Matra, 200 ; Parent, 20 ; Baujouan, 100 ; Montané, 20 ; Groupe Colombes, 300 ; Grignon, 30 ; Dumont, 100 ; Lambert, 100 ; Gonzalez, 100 ; Collet, 100 ; 27, Ader, 200 ; Labaze, 300 ; Dumont H., 50 ; Hory, 10 ; Monot, 200 ; Ram, 30 ; Fauvel, 10 ; Robert, 30 ; Garcia, 50 ; Fels, 50 ; Millot, 100 ; Chrystostome, 100 ; Hemy, 100 ; Sautier, 200 ; Stock, 50 ; Edwille, 50 ; Maurer, 200 ; Herry, 200 ; Saulnier, 40 ; Blanchard, 200 ; Groupe Carcassonne, 100 ; Héro, 70 ; Moser, 20 ; Pecoul, 50 ; Gatta, 50 ; An, 130 ; Benard, 50 ; Millard, 88 ; Cor, 50 ; Ferris, 10 ; Sympat, 30 ; Loye, 50 ; Fauvel, 10 ; Borge, 50 ; Dumont, 100 ; Ristourne Gala Aso, 10,000 ; X., 100 ; Ristourne Gala Aso, 2,500 ; Pabert, 100 ; Fossati, 100 ; Fossati, 30 ; This, 100 ; Fossati, 100 ; Moreau, 100 ; Reno, 40 ; Buisseau, 80 ; Pennarum, 100 ; Guemard, 30 ; Bourneuf, 50 ; Vives, 338 ; Pierre, 100 ; Baret Lemy, 50 ; François, 30 ; This, 100 ; Abecassis, 2,000 ; Brunet, 25 ; Riez, 100 ; Anna, 50 ; X., 20 ; Tack, 300 ; Voise, 15 ; Paris-Ouest, 35 ; O.E., 750 ; Paris-Est, 30 ; C.E., 600 ; Grignon, 30 ; Dumont, 100 ; Brirot, 200 ; Bolle, 55 ; Un instituteur, 20 ; Gido, 100 ; Groupe Colombes, 14 ; C.E., 280 ; Chabert, 200 ; Gandy, 35 ; Ulrich, 50 ; Lebrun, 100 ; Groupe Carcassonne, 100 ; Dugne liste 199, 1,100 ; Martin, 50 ; Alabona, 200 ; An, 50 ; X., 28 ; X., 30 ; Champ-benois, 50 ; Brunet, 25 ; Berthe, 50 ; Saulnier, 100 ; Robert, 30 ; Garcia, 50 ; Fels, 50 ; Vari, 200 ; Robin, 23 ; X., 33 ; Gil, 50 ; Koudline, 40 ; Bréart, 200 ; Perdrissau, 50 ; Eugène, 10 ; François, 30 ; This, 100 ; 1,000 ; André, 100 ; Besançon, 20 ; Hias, 50 ; Gustave, 50 ; Corré, P. 100 ; An, 50 ; Amed, 50 ; Bon, 50 ; Thomassin, 50 ; J. Moreau, 50 ; Commandant, 250 ; X., 30 ; Une inconnue, 100 ; X., 70 ; André, 60 ; J. Lebleau, 50 ; Par Bonal, 40 ; X., 50 ; Temple, 150 ; Joly, 100 ; Brirot, 110 ; Groupe de Montreuil, 100 ; B. Ferriand, 50 ; Eugène, 10 ; Rojot, 40 ; Coulaube, 65 ; X., 50 ; J. Moreau, 25 ; Ader, 100 ; Bernay, 50 ; Banlois, 200 ; Jacques, 100 ; Blanche, 45 ; Bertola Tunis, 600 ; X., 10 ; Hias, 18 ; Joly, 50 ; Boucher, 500 ; Da Costa, 300 ; Blanchard, 200 ; Vasse, 50 ; Guemard, 40 ; Bressenmaret, 83 ; Rivet, 100 ; Massot, 25 ; Ruffier, 20 ; Un An, 20 ; Morel, 200 ; La Taube, 50 ; Matra, 200 ; Hans, 50 ; Fernand Robert, 220 ; Groupe de Versailles, 17, O.E., 340 ; J. Moreau, 25 ; Rondet, 110 ; Moussot, 60 ; Robert, 40 ; Giarrives, 222 ; Quer, 50 ; Maguin, 30 ; Martin B., 70 ; Que Lannen, 50 ; Toulouse B.E., 90.

Cette vérité, devenue élémentaire, est maintenant admise par le monde ouvrier et ce genre de grève lui apparaît chaque jour moins efficace.

Il se sent désarmé et la terrible grève des mineurs confirme ses appréhensions.

Pourtant il est à prévoir que des luttes vont éclater. Poussés à bout, n'ayant d'autres moyens, les ouvriers se

« expliqué » à l'époque, que rendre les études payantes à l'Université, était un progrès !

Mais est-il encore possible, dans l'ensemble, à quiconque possède les possibilités intellectuelles d'accéder à tous les stades de l'enseignement ?

C'était possible avant de rendre les études payantes et des fils de paysans pouvaient accéder à l'Université. Mais encore, les relations jouaient-elles, malgré, qu'en principe, seuls les examens permettaient l'accès aux études.

Aujourd'hui, il y a un recul, mais dans l'ensemble, les jeunes qui ont de la valeur, arrivent, s'ils le veulent, à gravir tous les degrés de l'enseignement. L'Etat, étant le maître absolu, les dé-

Les prix et les salaires

(Suite de la 1^{re} page)

mandataires, épiciers, qui, placés à tous les carrefours des circuits économiques comme autant de filibusters, font bonne garde.

Les prix ne peuvent sérieusement baisser. Au-dessous d'un certain niveau, le profit disparaît, et avec lui l'impôt. La pérennité du système capitaliste exige donc la destruction des richesses, la limitation de la production.

On parle également beaucoup de l'intermédiaire, ce pelé, ce galeux. Hélas ! jusqu'à ce jour, on n'en a pas encore découvert un seul ! Pour la bonne et suffisante raison qu'ils ont tous pignon sur rue, payent patentes et impôts. Or, une marchandise passant par de nombreux intermédiaires sera beaucoup plus alourdie d'impôts que celle qui, par exemple, irait directement du producteur au consommateur. Nous savons qu'un certain nombre d'intermédiaires, ramasseurs, centralisateurs, détaillants, sont indispensables. Mais nous savons aussi que dans certaines branches, ils sont beaucoup trop nombreux. La prolifération de la gent commerciale fait l'affaire de l'Etat ; dans chaque main où il passe avant d'arriver sur notre table, le chou-fleur dont nous parlions tout à l'heure est frappé d'un IMPOT SUR LEQUEL SE CALCULE LE BENEFICE. Si bien que l'intermédiaire, utile ou non, devient par la force des choses, un excellent percepteur, et, au bout du cycle, la cascade de profits et d'impôts est payée, comme toujours, par le consommateur.

*

Une baisse profonde et durable est donc impossible. Et si, par miracle, elle se réalisait, loin d'assainir la situation, elle l'aggraverait, la baisse provoquant toujours la même. Ce serait une augmentation massive des faillites, accompagnée de leurs inévitables corollaires : chômage, augmentation des impôts, malthusianisme économique et inflation, qui, bouclant le cycle, réamorcerait la hausse.

*

Mais cette situation de plus en plus catastrophique ne va pas sans provoquer des remous sociaux. Les partis syndicaux s'agitent, réclament la liberté pour les salaires au même titre que les prix, et des augmentations substantielles.

Pourtant tout le monde aujourd'hui sait qu'une hausse des salaires, sous la force hiérarchisée qu'on lui donne actuellement, ne peut avoir aucun effet sérieux. Au contraire — et nous sommes payés pour le savoir — les prix sont toujours dans l'ascenseur et les salaires de base dans l'escalier. L'écart ne pourra donc que grandir et le malthusianisme général s'accroître.

Cette vérité, devenue élémentaire, est maintenant admise par le monde ouvrier et ce genre de grève lui apparaît chaque jour moins efficace.

Il se sent désarmé et la terrible grève des mineurs confirme ses appréhensions.

Pourtant il est à prévoir que des luttes vont éclater. Poussés à bout, n'ayant d'autres moyens, les ouvriers se

C. A. J.

Cours d'Esperanto

Ouverture d'un cours, le vendredi 14 janvier, à 20 h. 30, aux Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, Paris VI^e.

Dernière quinzaine...

pour souscrire au livre de

Jeanne Humbert

SEBASTIEN FAURE

L'homme, l'apôtre, une époque au prix exceptionnel de 130 francs franco recommandé : 200 francs

C.C.P. R. Joulin 5561-76 Paris

Nota. — Nos abonnés à la gaulle d'Éditions du LIBERTAIRE recevront ce livre sans utilité de souscrire.

Etudes anarchistes

Le n° 1 s'épuise

Militants, Amis, Abonnez-vous ! Secrétaires de groupes, passez les commandes groupées (vous bénéficiez, à partir de 5 exemplaires, d'une ristourne de 5 fr. par numéro : 35 fr. au lieu de 40 francs).

Le numéro :

France et colonies... 40 fr.
Étranger... 50 fr.

Abonnement pour 5 numéros :

France et colonies... 175 fr.
Étranger... 200 fr.

Abonnement pour 10 numéros :

France et colonies... 330 fr.
Étranger... 400 fr.

Commandes groupées :

L'exemplaire... 35 fr.

Le Libertaire.

A NOS LECTEURS

Toute demande de changement d'adresse ne pourra être prise en considération qu'accompagnée d'un timbre de 15 fr. Il en sera de même pour toute lettre nécessitant une réponse.

A NOS ABONNÉS

Les camarades désireux de prendre part à ces travaux, sont priés d'écrire à A. Devriendt, 15 bis, boulevard Cottes, à Enghien-les-Bains (S.-et-O.). Chacun sera convoqué individuellement par lettre.

penses qu'il lui fait lui sont légères, puisque l'individu, une fois formé pour sa tâche sociale, sera utilisé par l'Etat.

Beaucoup d'intellectuels, même non stalinistes, vantent les réalisations soviétiques, en ce qui concerne les laboratoires, les bibliothèques. Peut-on souscrire à leur admiration ?

Il est vrai que les Universités, les Instituts, les Académies sont parfaitement outillées, mais cela n'est pas extraordinaire pour un grand pays. L'autre part, à l'encore, l'Etat a tout intérêt à bien installer ses savants, c'est un bon placement. Les professeurs, d'ailleurs, sont des privilégiés, au même titre que les officiers supérieurs ou les directeurs d'usines.

En est-il de même des instituteurs pour le premier degré ?

Au contraire, les instituteurs (qui après leurs études secondaires apprennent leur métier à l'Institut Pédagogique) sont payés médiocrement pour un travail harassant (élèves nombreux, enfants très turbulents, « plan de production ») et beaucoup cherchent à changer de profession. Mais, vous le savez maintenant, ce n'est pas facile !

G. FONTAINE.

(1) Rappelons qu'en 1946, alors qu'il fut question, en France, d'appliquer les primes à la production à l'Enseignement, des stalinistes du Syndicat des Instituteurs proposèrent d'attribuer les primes à ceux qui enregistreraient le plus de succès aux examens.

Cette forme de revendication aura pour avantage de préserver le monde ouvrier d'une déqualification, qui ne pourrait profiter qu'à son fascisme.

Mais il est évident que ces mouvements ne résolvent pas définitivement le problème social.

CE N'EST QUE LORSQUE LES TRAVAILLEURS AURONT PRIS EN MAIN LES MOYENS DE PRODUCTION, PAR LA GREVE GESTIONNAIRE, QUE TOUS LES MAUX QUE NOUS DENONÇONS PRENDRONT FIN.

ERIC-ALBERT.

DANS LES GREVES, NOUS COMBATTONS POUR UNE INDEMNITE DE VIE CHÈRE UNIQUE, DESTINÉE À RELÈVER LE POUVOIR D'ACHAT DES PLUS DÉFAVORISÉS, ET À RESTREINDRE LES PRIVILEGES DE LA HIERARCHIE.

La propriété foncière

marque

un point

De même que l'augmentation des loyers, sous prétexte de provoquer un afflux de capitaux vers la construction, représente tout simplement une prime payée aux classes parasites, la nouvelle loi sur les baux paysans constitue une victoire des propriétaires fonciers sur les cultivateurs réels.

Que s'était-il passé au lendemain de la Libération ?

Soucieux d'arrêter l'hémorragie qui saignait les campagnes, et dont l'origine se trouvait dans l'incapacité des propriétaires théoriques à faire fructifier leurs terres, par paresse, par esprit routinier et par souci de lucre, préférant l'exploitation du travail plutôt que l'exploitation du sol, le législateur pensa modifier les rapports légaux entre preneurs et donneurs de baux ruraux, en favorisant les premiers. Il s'agissait, en quelque sorte, de se rapprocher — très timidement — de la formule : « La terre à celui qui la travaille ».

C'est ainsi que métayers et fermiers reçurent la garantie de ne pouvoir être renvoyés de la terre qu'ils avaient contrainct à maintenir fertile et productive, sauf si le propriétaire en titre revenait lui-même habiter la ferme et travailler le sol. De même métayers et fermiers obtinrent la garantie d'une échelle mobile basée sur la quantité de produits obtenus d'une même exploitation en 1938. Enfin, des tribunaux paritaires, dont les juges étaient élus par les preneurs et les bailleurs, se mirent à fonctionner.

Dans la pratique évidemment, la loi fut rapidement tournée. Les grands propriétaires usèrent et abusèrent des ficelles de la procédure pour rogner peu à peu ce que le législateur avait voulu accorder. Avec quelques fermiers terrorisés, ou grâce à la mentalité réactionnaire de nombreux présidents de tribunaux, les propriétaires légaux reconquirent patiemment leurs privilèges. Les ga-

ranties concernant le renvoi, le droit de préemption, le calcul des redevances, s'envolèrent au vent des illusions.

Certes, les fermiers et métayers s'associèrent, formèrent des syndicats, se réunirent et protestèrent. Mais le syndicalisme paysan sous sa forme revendicative et de classe, était bien jeune. L'esprit corporatiste, mélangeant les intérêts de « tous les paysans » fit des ravages. L'affiliation des petits cultivateurs à la C.G.A., confédération rapidement tombée sous la coupe des grands propriétaires fonciers, les liens locaux entre « petits » et « gros », eurent comme conséquence que les preneurs de baux furent lentement mais sûrement dépouillés de leurs droits.

La loi avait posé un problème, sans le résoudre. La solution dépendait de la vigueur et de l'action des intéressés. Il faut reconnaître que ce furent les propriétaires qui menèrent habilement la baraque. Si bien qu'au moment où les textes provisoires nés des bonnes intentions premières furent édictés et rendus définitifs, le point de vue réactionnaire prévalait.

L'Assemblée Nationale vient de voter des lois sur le métayage et sur le fermage qui rend aux propriétaires légaux tous leurs droits et toutes leurs libertés. Une hausse massive du prix des fermages va en découler immédiatement.

Les fermiers et métayers s'aperçoivent, un peu tard, qu'ils ont été roulés. Ils se rendent compte que la fameuse solidarité paysanne est un attrape-nigauds dont ils ont été les victimes.

La lutte des classes existe aux champs aussi bien qu'à la ville. Et le rôle des députés comme des sénateurs, c'est de garantir l'ordre et l'augmentation dit, de préserver les privilèges des possédants.

L'exemple est trop frappant pour que nos militants des régions agricoles ne s'en servent pour leur propagande.

S. PARANE.

Service de Librairie

CE QU'EST L'ANARCHISME

BROCHURES

F.A. : Les anarchistes et le fédéralisme social, 10 fr. — F. Bessard : La Grande Révolution, 10 fr. — A. Bonjean : L'Esprit libertaire, 5 fr. — Kropotkine : L'anarchisme, son idéal, sa philosophie, 20 fr. — Aux jeunes gens, 12 fr. — Le gouvernement représentatif, 12 fr. — R. Rucker : De l'autre rive, 3 fr. — Y. Foyeur : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. — E. Rothen : La politique et les politiques, 20 fr. — Barbedette : Pour la justice économique, 10 fr. — M. Bakounine : L'organisation de l'Internationale, 5 fr. — Voline : La révolution en marche, 12 fr. — T.L. : La justice, 12 fr. — A. Frank : La Corporation, 12 fr. — E. Reclus : L'anarchie, 12 fr. — Ignatov : Asturies, 34, 12 fr.

ETUDES

LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

L'anarchisme au Japon NAZISME ET BOLCHEVISME sont strictement interchangeables

Après de nombreuses années de persécution, de crimes et de tyrannie, l'anarchisme renaît au pays du Soleil Levant. Malgré les limitations imposées par l'Administration militaire américaine, nos camarades japonais militent activement dans le peuple, comme le prouve leur journal hebdomadaire, *La Heimin Simbun*, qui tire de 60 à 100.000 exemplaires. La Fédération Anarchiste Japonaise a tenu, le mois dernier, son troisième congrès, adoptant la déclaration suivante :

« Un conflit impérialiste entre le capitalisme et le communisme divise le monde en deux. Des millions d'être humains sont morts dans la précédente guerre, des millions d'autres souffrent, dans tous les pays, des résultats de cette guerre, et déjà la guerre froide prépare une nouvelle explosion mondiale. Deux puissances s'affrontent, en Europe, dans les Balkans, dans le Moyen-Orient et dans notre propre pays. Depuis la déroute militaire japonaise, les classes capitalistes ruinées et les gou-

vernants sont restés sourds à la voix du peuple qui demandait son émancipation; elles ne restaient pourtant pas inactives, profitant au maximum des rivalités entre les puissances pour reprendre peu à peu le dessus. Désormais, les capitalistes manœuvrent ouvertement contre les travailleurs.

C'est dans ce but qu'a été formé le ministère *Ashida*, coalition des partis bourgeois et du parti socialiste, et ainsi le gouvernement de la bureaucratie a remplacé la clique militaire.

Les capitalistes, pour rassurer les capitaux étrangers appelés pour participer à la reconstruction, s'efforcent de supprimer les conflits sociaux, les grèves et les revendications gestionnaires des travailleurs sur l'industrie. En même temps, ils ont fait réquisitionner par la force les produits agricoles, tandis que les grands propriétaires terriens escamotent la réforme agraire et pratiquent des taux de rente du marché noir.

Le budget formidable de l'Etat pèse surtout sur les classes laborieuses : augmentation des taxes postales, contributions directes sur le consommateur, imposition sur les paysans. Le gouvernement a multiplié les pouvoirs de la police et fortifié l'armée, avertissant clairement de son intention d'agir de façon autoritaire.

Contre cette tendance, le renforcement des syndicats et des unions paysannes aurait pu être un efficace contrepoids; malheureusement ces organismes furent dirigés par des leaders du parti socialiste inféodés au gouvernement actuel, ou par des créatures du parti communiste, qui inaugurèrent la nouvelle dictature autoritaire au profit d'une des puissances qui se disputent la suprématie mondiale. Ainsi le peuple japonais se divise en deux camps, et continue à être le dindon de la farce. Il est complètement paralysé par cette division.

Devant cet état de choses, nous confirmons notre position anarchiste : nous luttons pour la réalisation d'une société basée sur la liberté, l'égalité et l'entraide, nous luttons pour un Japon libre dans une fédération des peuples libres, et nous déclarons, en accord avec les masses japonaises, notre détermination de lutter contre l'Etat, le capitalisme, les réactionnaires et les fauteurs de guerre.

(Trad. : SAVOY.)

Il y a un abîme entre un pays à organisation libertaire, ou simplement démocratique, et un régime totalitaire intégralement réalisé : soit dans un sens, soit dans l'autre, la transition exige de longues années d'efforts, de révolutions, de transformations profondes de la mentalité publique et de la psychologie individuelle. Et ce n'est guère avant l'essor d'une nouvelle génération que le contenu des institutions peut être complètement modifié.

Par contre, nazisme et bolchévisme sont strictement interchangeables.

C'est ce qu'avait déjà démontré l'introduction du pouvoir hitlérien en Ukraine et en Russie, où les institutions « soviétiques » avaient changé de mains, mais non de forme, entre les mains des nouveaux despotes, qui trouvaient en elles un nazisme préfabriqué. L'épreuve inverse a été faite par l'introduction du militarisme rouge en Allemagne orientale, le stalinisme recueillant tout simplement la succession économique, idéologique et policière du nazisme, ce bolchévisme à 90 %.

Il n'est pas jusqu'aux méthodes de pillage à blanc du pays vaincu, tantôt russe, tantôt allemand, qui ne soient les mêmes avec une aggravation notable du côté russe, régime plus pauvre, inférieur en technique et en civilisation.

A la plus grande misère près, l'organisation économique en Allemagne orientale est exactement sous Staline ce qu'elle était sous le trust d'Etat Hermann Goering, ainsi que le constate une lettre de Berlin de l'A.I.T.

Dans les mines de Saxe, les travailleurs allemands politiquement mal notés (socialistes non bolchévistes) ont remplacé les travailleurs étrangers; le régime est celui des camps de concentration et celui du travail forcé. Les cas de grève sont punis de séjours administratifs dans de véritables camps de punition : n'être pas l'apologiste de l'Union Soviétique suffit à faire d'un travailleur allemand un « espion », un « saboteur », un « agent de Schumacher », etc.

La démagogie russe s'alimente de prétendus « envois de vivres à Berlin ». Mais les habitants des régions voisines, entre autres Magdebourg, savent parfaitement à quoi s'en tenir sur les origines de ces vivres, dont l'envoi a coïncidé avec l'interruption des distributions de pain dans un grand nombre de localités allemandes. Des grèves de protestation ont éclaté à cette occasion dans les usines Krupp-Grusen malgré les terribles peines encourues par les grévistes.

Par ailleurs, la transformation du Parti Socialiste Unifié (pro russe) en parti de masse ayant complètement échoué, la campagne d'épuration se poursuit sous le mot d'ordre d'un parti

de cadres, limité à des cadres techniques et policiers.

Un des chefs de ce parti, maire de Berlin est le nommé Fritz Ebert, fils du « chien sanglant » qui s'illustra dans le massacre des Spartakistes.

Bon chien, chasse de race !

hontes du régime militaire chauvin, etc.

Le souvenir de ces vaillants inspire les anarchistes japonais dans leur lutte inégale contre le régime capitaliste et l'occupation Mac Arthur.

L'affaire Sacco et Vanzetti

Le Testament de Sacco et Vanzetti (The Legacy of Sacco and Vanzetti) est un livre de 600 pages, de G. Louis Joughin et Edmund M. Morgan (prix : 6 dollars), qui constitue la plus grande somme de documents jamais réunie en un seul volume sur la plus grande affaire judiciaire des temps modernes.

D'un point de vue strictement technique, les conclusions du professeur Morgan sont que les accusés furent jugés selon toutes les formes de la loi, ce qui n'empêche pas le jugement d'être une injustice à peu près parfaite.

La véritable condamnation du procès, ou plutôt de sa révision, est donc la loi. Et c'est tout particulièrement la Loi de mort qui empêche que les monstruosités légales soient sinon réparées — on n'efface pas un martyre de sept années — du moins efficacement brisées par une révolte de l'opinion.

Rappelons ici les dernières paroles de Vanzetti :

« Ce que je souhaite plus que tout, dans cette dernière heure de notre agonie, est que notre affaire et notre sort puissent être compris dans leur réalité, et servir d'enseignement terrible aux forces d'affranchissement afin que nos souffrances et notre mort n'aient pas été vaines. »

Organisations d'entreprises en Hollande

Les 16 et 17 octobre, à Rotterdam, s'est tenu le premier congrès de l'O.V.B. qui comprend des éléments syndicalistes-révolutionnaires de Rotterdam, Amsterdam, Dordrecht, Wieringen, Enschade, etc. A la suite d'un exposé du camarade De Jong, en faveur des organisations d'entreprises, pour l'action directe en dehors de toute domination bureaucratique et de toutes institutions de droit public, fut adoptée une déclaration spécifiant que l'organisation sera désormais basée sur les groupes d'ateliers et s'opposera à toute dictature matérielle ou spirituelle sur la classe travaillante (y compris la soi-disant dictature du prolétariat) ; un manifeste a été publié dans le *Nieuwe Strijd* (Nouveau Combat) organe de l'O.V.B. Malheureusement il ne semble pas que le congrès ait nettement rejeté toute intervention dans les organismes reconnus par l'Etat.

A Trieste

le parti communiste est devenu slavophile

Avant la sécession de Tito, le P.C. à Trieste était à la tête des pogromes anti-italiens : il est aujourd'hui en pleine activité terroriste contre les yougoslaves — communistes compris — constate *Germinal*, organe anarchiste triestin.

L'homme à tout faire du Kominform à Trieste se nomme Vittorio Vidali. Son passé prouve qu'il est digne de sa nouvelle mission. Formé à Moscou sous le nom de Emilio Sornenti dans « l'Ecole des cadres » bien connue, il se rendit en Espagne et y exerça les fonctions de commissaire politique sous le nom de Carlos Contreras. Il se rendit ensuite au Mexique, où des militants italiens reconnurent en lui l'assassin de notre camarade Camille Serenori. En outre, il aurait « liquidé » sa propre maîtresse, Tina Modetti. En 1943 fut tué, à New-York, en pleine rue l'anarchiste Carlo Tresca, dans des circonstances encore mal élucidées. Tresca avait déclaré dans son journal « *Il Martello* », qu'il était en danger de mort, Vidali se trouvant en Amérique. Après un nouveau séjour à Moscou, Vidali est reparti à Trieste, sa ville natale, comme farouche partisan de Tito. « Je lutterai contre Tito jusqu'au bout » a-t-il déclaré, l'ordre de Moscou ayant changé.

Il y a culture et culture

Georges Lukasz, doyen des communistes hongrois et philosophe attiré du Kominform, a récemment proclamé : « Ce que nous faisons n'est pas de transformer la vieille culture, mais d'en créer une entièrement nouvelle. » C'est probablement par une application trop zélée de ce mot d'ordre que onze cents professeurs d'agriculture et plus de cent fonctionnaires des services techniques ont été révoqués au lendemain de la déclaration de Georges Lukasz, qui ne visait pourtant pas — mais sait-on jamais ? — l'ennemi marxiste des betteraves ou l'épuration stalinienne des bêtes à cornes. Ces faits sont empruntés à « *Freedom* » organe anarchiste de Londres.

A. P.

DEMOGRAPHIE ET REVOLUTION

La terre qui meurt

Un auteur américain, William Vogt, dans un livre récemment publié, *Road to Survival* (Comment survivre) donne un tableau effrayant de la manière dont s'épuisent les ressources naturelles aux U.S.A. Il cite une source américaine officielle, établissant le bilan de la détérioration définitive des terres, après un siècle et demi de défrichement.

« Dans la courte existence des Etats-Unis, nous avons détruit à fond 282.000.000 d'acres de terre par les abus de la culture, de la pâture et du pacage. L'érosion due au déboisement, est en train de faire disparaître 775.000.000 d'acres. Près de 100.000.000 d'acres de terres arables — presque tout ce que nous avons de terres de première qualité — sont en train de mourir. Nous perdons chaque jour la quantité de terre équivalente à 200 fermes de 40 acres. »

Le chemin de la famine

Sir John Russel, de son côté, met en avant les chiffres suivants : Dans le monde entier, le nombre des bouches à nourrir augmente de 30.000 à 60.000 par jour, soit, par semaine, près de 500.000 ; par mois, 2.000.000 ; par année plus de 20.000.000. Depuis 1891, l'Angleterre et le Pays de Galles ont gagné 14.000.000 d'habitants et perdu 4.000.000 d'acres de terre cultivable.

A. P.

LE CINEMA

LE PROCES

Au village de Tisza-Esler, dans la plaine hongroise en 1880, à l'époque de l'affaire Dreyfus, en France, quelques familles juives cohabitaient paisiblement avec la population chrétienne du bourg. Un jour, à la période de Pâques, une jeune fille pauvre, maltraitée par les gros paysans ou elle travaille, se jette dans la Theiss. Certains villageois accusent les Juifs d'avoir tué la malheureuse. Le bruit est nourri et favorisé par M. le Baron, grand seigneur de la région et député antisémite à la Diète Hongroise. Les faits exposés par ce grand film autrichien d'après-guerre, sont strictement

historiques et véridiques. G.-W. Pabst dépeint assez fidèlement le milieu paysan hongrois et celui des Juifs hongrois dans le siècle passé.

Nous assistons en même temps à la lutte acharnée entre le parti libéral et le parti anti-sémite hongrois, un des précurseurs du parti nazi de Hitler. L'arrestation massive des Juifs innocents par les gendarmes monarchistes, la torture et les faux témoignages sont basés sur la falsification des fameux « protocoles des Sages de Sion » qui servent un demi-siècle plus tard à arrêter et à massacrer non pas quelques familles d'un village,

mais des millions et des millions d'êtres innocents à travers toute l'Europe.

Un film historique ? Certes, mais ce que nous voyons depuis 1933 n'est que la multiplication et la systématisation gigantesque du crime isolé commis par les antisémites à Tisza-Esler et par leurs pourvoyeurs du Congrès Antijew de Dresde en 1881.

Il y avait, en 1880 encore, une conscience bourgeoise libérale — dernier vestige d'une révolution bourgeoise ratée. Le processus de cannibalisation a fait bien des progrès depuis. Le Moyen âge, renforcé par les armes de la propagande et de la destruction moderne, fête ses triomphes. Face aux barbares du XX^e siècle, les pogromistes du XIX^e apparaissent en débutants bien modestes.

On a voulu minimiser la nouvelle œuvre de Pabst en rappelant qu'il a continué à tourner sous le régime nazi. N'empêche que le « Procès » est un film des plus instructifs et des plus émouvants.

M. B.

LEUR REVOLUTION EST FAITE

Le plus haut traitement auquel puisse parvenir un politicien américain est celui de membre de la Cour suprême de justice, à 25.000 dollars par an ; seul le Président des Etats-Unis (mais non le vice-président) touche un plus beau denier au service de l'Etat.

Mais le Président de l'Union des Mineurs, John L. Lewis, touche 50.000 dollars par an, tous frais payés ; le vice-président Thomas Kennedy et le trésorier John Orwens ont chacun 40.000 dollars et chacun des membres du comité exécutif, 12.000 dollars.

Le Président de l'Union des Musiciens, James C. Petrillo, reçoit 46.000 dollars par an ; son syndicat lui a fait cadeau d'une villa de 28.000 dollars et d'un mobilier de 12.000 dollars. Les impôts personnels du « boss » sont payés sur la caisse du syndicat.

Philip Murray, des métallurgistes, se fait 25.000 dollars ; plus les frais, et un appartement de luxe dans un grand hôtel de Washington.

Daniel J. Tobin, président, et John P. English, secrétaire-trésorier des camionneurs, encaissent tous deux 30.000 dollars provenant des fonds syndicaux.

William L. Mc Fetridge, des gens de maison, touche 20.000 dollars ; Hugo Ernst, des employés de bars et restaurants, 18.000 ; William Hutcheson, des dockers, 18.000 ; Emile Rieve, du textile, 16.000 ; David Dubinsky, du vêtement pour dames, 15.000 ; Jacob S. Pottsfsky, du vêtement pour hommes, 15.000 ; Lawrence C. Lindeloff, des peintres en bâtiment, 15.000 ; Martin P. Durkin, des plombiers, 15.000 ; Dan W. Tracy, des électriciens, 15.000 ; E. W. Jimerson, des coupeurs de viande, 15.000 ; Samuel Wolchok, des employés de commerce de détail, 12.000 ; Harry W. Brown, des machinistes, 12.000, etc.

Ces chiffres sont cités par Dino Dandi dans *Adunata dei Refrattari* de New-York, du 20 novembre 1948 qui ajoute : « Les salaires ne représentant qu'une faible partie des revenus des bons syndicaux, experts en appropriations, défalcons, prévarications et autres manipulations des comptes administratifs. Aussi la plupart d'entre eux sont riches, actionnaires et gestionnaires de grandes sociétés capi-

Parmi les réalisations libertaires

LES TRAMWAYS DE BARCELONE (III)

Les travailleurs des tramways commencent par supprimer plus de trois mille poteaux de fer qui, plantés au milieu des rues pour soutenir les câbles, étaient la cause de fréquents accidents en même temps qu'un attentat permanent à l'esthétique urbaine. On leur substitua la suspension aérienne.

La Compagnie de l'Eau, du Gaz et de l'Electricité avait installé, entre la voie montante et la voie descendante d'un grand nombre de lignes, des cabines qui enlaçaient la rue et causaient aussi des accidents en obligeant les tramways à faire des courbes brusques pour les contourner. Les ouvriers des tramways se mirent d'accord avec ceux de l'Eau, du Gaz et de l'Electricité, les cabines furent enlevées, placées ailleurs, et les courbes supprimées.

Au fur et à mesure qu'elles s'abîmaient, les lignes furent réparées. Certaines, comme la ligne numéro 60, furent intégralement reconstruites, et la partie de la chaussée qu'on avait dû défoncer, goudronner, asphaltée, ce que ne faisait pas souvent la Société expropriée.

Dans la rue Salmeron, une des plus longues de Barcelone, il n'y avait qu'une voie. Pour faciliter la circulation, on en installa deux. Des dispositifs de sécurité et d'aiguillage électrique furent placés sur les voies uniques où les tramways devaient se croiser. On alla acheter, en Belgique des avertisseurs automatiques qui, lorsque une avarie se produisait sur une ligne électrique, avertissait le centre distribu-

teur de courant, signalait le secteur et coupait automatiquement le courant.

La compagnie capitaliste n'avait jamais pensé à ces choses.

Dans les ateliers, une quinzaine de tramways étaient toujours aux mains des travailleurs, soit pour des réparations, soit pour des améliorations. Pour obtenir une meilleure suspension des voitures, on commença à allonger la distance séparant les axes.

Les rails s'abîmaient. Pour les remplacer, le Syndicat s'adressa d'abord au directeur des hauts-fourneaux de Sagunto, mais, malgré l'insistance des délégués, techniciens et manuels, le directeur, qui devait avant tout produire du matériel de guerre pour la lutte contre Franco, fut inflexible. Le Syndicat s'adressa donc aux travailleurs du port et, d'accord avec eux, enleva sept ou huit kilomètres de rails alors inutilisés. Il paya ce qu'il fallait, et remit la chaussée en état.

Mais l'entretien et l'amélioration du matériel existant ne satisfaisait pas les travailleurs des tramways. Sur leur initiative, les ingénieurs tracèrent les plans de nouveaux modèles de voitures. Les fonctionnaires de la Rebasada et du Tibidabo, qui pesaient une soixantaine de tonnes et demandaient une force motrice proportionnelle, furent remplacés par des voitures de vingt-six tonnes. Leur centrale électrique fut reorganisée, les dynamos furent remplacées. La collectivité des

tramways avait aussi décidé de remplacer par un nouveau modèle tous les tramways de Barcelone. Dans ses ateliers, spécialement aménagés, dix voitures, prélude d'un travail en série déjà organisé, étaient en construction au moment où il fallut se retirer devant l'arrivée des armées de Franco.

Si le fascisme n'avait pas triomphé, les innovations ne se seraient pas arrêtées là. Après avoir étudié, avec les ingénieurs, quel était le meilleur modèle de trolley-bus, le Comité de gestion avait, d'accord avec l'assemblée générale des travailleurs, envoyé en Belgique un ingénieur chargé de passer la commande. Le budget avait été approuvé, l'argent était disponible.

A mesure que l'essence manquait pour les autobus et les taxis, les tramways durent transporter un nombre croissant de voyageurs. Cela représentait une augmentation du matériel employé, un remplacement plus fréquent des pièces détachées. Il fallut donc, perfectionner l'outillage employé. Parmi les achats qui s'élevèrent environ à un million et demi de pesetas, figuraient un tour américain universel, du modèle le plus parfait, acheté en France ; deux fraises ultra-modernes ; une raboteuse ; un nouveau tour ordinaire ; une rectificatrice de précision pour la fabrication des engrenages, des pignons, et autres pièces délicates ; trois appareils électrodes pour la soudure électrique des rails, achetés en Belgique, et qui coûtaient chacun 200.000 fr.

Enfin, on installa un fourneau électrique de grandes dimensions pour fondre sur place les pignons, les coussinets et autres pièces qu'il devenait de plus en plus difficiles de se procurer.

L'ENTRAIDE ET L'ETHIQUE

Indépendamment des augmentations de salaire, augmentations qui, malgré l'élévation du coût de la vie, étaient, ainsi que les tarifs de transports, restées les mêmes après vingt mois de révolution, les ouvriers des tramways eurent le souci d'assurer à ceux d'entre eux qui en avaient besoin, le bénéfice de l'entraide collective.

La Commission de gestion commença par s'emparer d'une clinique qui n'avait jusqu'alors servi qu'à soigner les riches. Elle fut remise à neuf, laquée, chromée, munie d'installations de radio. Trois médecins spécialistes furent chargés d'organiser les principaux services : chirurgie générale, maladies de l'estomac, et gynécologie. Ce dernier service nous indique que non seulement les travailleurs employés par la Collectivité, mais aussi leurs femmes, et leurs enfants, étaient soignés gratuitement.

Un service général de soins à domicile fut organisé. Barcelone et ses environs furent divisés en trente sections, chacune ayant son médecin, de façon que pas un malade, pour éloigné qu'il fût, ne manquât ni de soins, ni de médicaments.

La semaine prochaine : fin de l'entraide et l'éthique. L'organisation libertaire.

Gaston LEVAL.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 10, r. du Croissant, Paris-20

A TOULON

Une grève « jaune »

A la suite des décisions prises par F.O., auquel s'est joint, bien entendu, le syndicat cégétiste, les ouvriers de l'Arsenal de Toulon doivent se mettre en grève lundi, pour protester contre la réduction à 40 heures de la semaine de travail.

Nous comprenons fort bien que cette réduction va faire perdre plusieurs milliers de francs par mois aux ouvriers, et au moment même où la hausse se manifeste sur tous les produits.

Que les syndicats politisés déclenchent une grève pour le maintien des 48, ou même des 50 ou 60 heures, cela est normal. Mais que des ouvriers acceptent une action pour de tels buts, voilà qui dépasse l'entendement !

Nous ne comprenons pas, et nous ne comprendrons jamais, que l'on puisse faire une grève pour le maintien des 48 heures. Seule une grève pour les 40 heures, sans diminution de salaire, est logique.

Les ouvriers ont-ils oublié que la semaine de 40 heures est la semaine légale ? Ont-ils oublié leurs luttes d'hier ? Les partis syndicaux sabotent les conquêtes ouvrières ; c'est normal. Mais les travailleurs qui les suivent dans cette voie trahissent tous ceux qui, dans le passé, se sont sacrifiés à la cause ouvrière !

Camarades de Toulon, vous n'avez pas le droit d'exiger la semaine de 48 heures ou de 50 heures !

Vous n'avez pas le droit de détruire l'œuvre de vos aînés, vous n'avez pas le droit de revenir en arrière, vous n'avez pas le droit de lutter contre la semaine des quarante heures, vous n'avez pas le droit de donner raison à Reynaud, de soutenir l'Etat oppresseur et le patronat exploiteur.

Mais vous devez lutter pour votre émancipation.

Vous devez lutter pour la semaine de quarante heures sans diminution de salaire et pour une indemnité de vie chère non hiérarchisée.

Vous devez lutter pour la suppression du salariat, par la grève gestionnaire, par la grève révolutionnaire.

E. A.

LA "TRIBUNE DES CHEMINOTS" organe officiel du mensonge

La Tribune des Cheminots du 1-1-49 publiée, en page 4, le protocole d'accord sur les congés. En exerçant, un « pavé » encadré de rouge déclare sans rire : « La Tribune, qui a été la seule, en juin 47, à défendre les 24 jours de congé... »

La maison Jaune se paie la tête de ses adhérents avec une splendide insouciance. Le pithécanthrope Tournemaine prend les cheminots pour... d'autres Tournemaine... ce qui n'est pas peu dire. On a l'habitude des mensonges, des calomnies, des vols de fait, de la prose éthérée de la C.G.T. On a l'habitude de ses retournements de veste, mais nous n'avons jamais pensé qu'à dix-huit mois de distance elle aurait le fier culot de s'approprier ce contre quoi elle luttait d'arrache-pied.

LA C.G.T. MENT SANS VERGOGNE

On n'aurait jamais pensé qu'elle ferait aussi crûment voir à ses lecteurs en quelle estime elle les tient. Jamais aucun

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

● Paris 5^e. — Palais de la Mutualité, rue Saint-Victor, métro : Maubert-Mutualité (pour la salle, consulter le panneau d'affichage), le vendredi 14 janvier : « L'Economie libérale », par Robert Lefranc, à 20 h. 45.

● Villeneuve-sur-Lot, groupe Ellys-Reclus, mardi 18 janvier à 21 heures, au Cinéma Palace, Conférence Publique et Contradictoire par Aristide Lapeyre : « Condamnés à mort... Hommes, Femmes, Enfants ? Non ! Halte à la guerre. »

● Ste-Livrade-sur-Lot, mercredi 19 janvier, à 21 heures au Cinéma Florida, Conférence Publique et Contradictoire par Aristide Lapeyre : « Condamnés à mort... Hommes, Femmes, Enfants ? Non ! Halte à la guerre. »

10^e REGION

● Jeunes Libératrices « de Toulouse ». — Mardi 18 janvier, à 21 h. 45, rue de Bellort, causerie-contradictoire : « La Révolution mécanicienne », par Robert Brusseau.

11^e REGION

● Perpignan. — Le Groupe d'Etudes Sociales organise, le mercredi 19 janvier, à 20 h. 30, à la salle Arago, une conférence en langue catalane par le grand géologue Albert Carsi : « La lutte humaine contre le désert : causes et remèdes ».

12^e REGION

● Lyon-Spartacus. — Samedi 15 janvier, à 20 h., salle du Bon Accueil, 71, rue de Bournel. Le Problème Indo-chinois.

● Marseille. — Salle Artistique, 8, cours Général-Thierry, vendredi 21 janvier 1949, à 19 h. : « Le syndicalisme et les anarchistes » par Sayas.

CONFERENCES JOYEUX

Mazamet : Jeudi 13 janvier DE LA GREVE POLITIQUE A LA GREVE GESTIONNAIRE St-Juery : Vendredi 14 janvier.

Albi : Samedi 15 janvier. Carmaux : Dimanche 16 janvier. Pour les salles et l'heure, consultez les affiches.

et du bourrage de crânes

journal ne s'est moqué avec autant d'impudence de sa clientèle.

Puisque le retable Tournemaine perd la mémoire, il nous apprend de la lui rafraîchir.

SEULE, RIGOREUSEMENT SEULE, depuis 1946 — date de sa fondation — la Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.) réclame un mois de congé et la récupération des jours de fêtes légales.

SEULE, contre la volonté des autres centrales — particulièrement la C.G.T. — la F.T.R., en juin 47 comme avant, réclamait la récupération des jours de fêtes.

On nous traitait alors de « rigolos », d'« utopistes », d'« anarchistes ».

Le 25 novembre 1947, pendant la grève, au 57, boulevard de la Gare (gare marchandises Paris-Sud-Ouest), les responsables de la C.G.T. dont le camarade Ferrand empoignèrent un des nôtres et le jetèrent dehors, en le traitant de fainéant parce qu'il venait de dire qu'il fallait profiter de la grève pour ob-

Pourquoi mourut JUAN PEIRO

L'ORGANE clandestin de la C.N.T. en Espagne, révèle dans quelles conditions fut exécuté le syndicaliste-révolutionnaire Juan Peiro, extradé par le gouvernement de Vichy et fusillé par Franco le 24 juillet 1942.

Peiro devait être gracié au cas où il aurait accepté d'entrer dans le mouvement national-syndicaliste de la J.O.N.S., c'est-à-dire dans l'organisation fasciste du régime. Il préféra la mort au reniement et refusa d'encourir le mépris des ouvriers et des paysans espagnols, parmi lesquels il jouissait d'une grande estime, ou de contribuer à les tromper.

Cette noble attitude méritait d'être signalée en un temps où les leaders ouvriers trouvent mille prétextes pour assumer des carrières officielles dans le cadre des totalitarismes les plus divers.

En pays minier

La répression

Les Gueules Noires, organe du Syndicat des mineurs C.N.T. du Nord et du Pas-de-Calais s'élève :

« Avec indignation contre le licenciement des ouvriers de la Fosse 5 pour faits de grève. Et contre le renvoi de notre délégué Constant Defosse, légalement nommé par l'ensemble du

Salaires-prix. Toujours le même problème et la même angoisse pour ceux qui ne vivent que de leurs maigres paies ou retraites. Toujours le même dilemme pour ceux qui prétendent pouvoir régler l'affaire à l'amiable. Problème de chaque jour, pour la ménagère et pour le gouverneur.

Placés devant un nouveau train de hausses gouvernementales (loyers, eau, impôts directs et indirects, produits alimentaires, etc.), non encore traduits en chiffres par les statisticiens de France (1), les travailleurs de ce pays commencent à se rendre compte que rien ne peut sortir d'une quelconque Chambre des Députés et que les partis POLITIQUES ou SYNDICAUX — sans exception — sont totalement incapables de régler le problème des salaires et des prix. Et les bureaux confédéraux des centrales officielles, inquiets du remue-ménage de la base, du dégoût général, de s'agiter.

Rappelés à l'ordre par ce qui lui reste de troupes, la C.G.T.-F.O. vient de faire connaître sa position face au chaos économique et social actuel. Elle compte pouvoir en sortir en proposant un programme en trois points :

1. Etablissement d'un salaire national respectant la hiérarchie actuelle (2).

2. Anquel viendra s'ajouter les « primes de rendement ».

3. Tout cela vivant le « coût local de la vie ».

Minimum vital, hiérarchie, salaire à tâche, primes diverses, zones de salaires, allez zou ! tout est proposé, empaqueté, réglé, liquidé en remplaçant les mots, tabous par d'autres mots tabous. C'était simple mais il fallait y penser.

Après l'après, comme à l'accoutumée, traité d'agent des trusts », de « diviseur », de tout ce qu'on peut trouver dans les respectables colonnes des journaux où la masse doit — par discipline — prendre les consignes tous les matins et tous les soirs, ces messieurs passeront à l'application du plan. Au nom de la liberté, ils emploieront la manière forte. C'est qu'avec eux, on a toujours le droit de dire ce qu'on veut, à la condition qu'ils ne soient pas en nombre.

Après cela, la fille publique de la rue Mademoiselle a l'audace de parler de « salaire national ». Comment peut-elle concilier l'idée d'un salaire national avec celle du coût local de la vie ? Un beau Chabanais ! Et d'abord, qu'est-ce que ce « salaire national » ? Si le minimum vital ou autre chose ? Si c'est le minimum vital, pourquoi ne pas le dire ? Le terme que vous avez inventé

tenir la récupération des fêtes légales. Et Terres lui dit textuellement : « Alors, tu veux te reposer toute l'année, toi. Tu ne veux plus travailler ? »

Après l'après, comme à l'accoutumée, traité d'agent des trusts », de « diviseur », de tout ce qu'on peut trouver dans les respectables colonnes des journaux où la masse doit — par discipline — prendre les consignes tous les matins et tous les soirs, ces messieurs passeront à l'application du plan. Au nom de la liberté, ils emploieront la manière forte. C'est qu'avec eux, on a toujours le droit de dire ce qu'on veut, à la condition qu'ils ne soient pas en nombre.

CEGETISTES, VOUS AVEZ VRAIMENT LA MEMOIRE COURTE

Un peu de pudeur, un peu de respect pour les vivants, si vous ne respectez pas les morts...

Tournemaine ferait bien de nous citer le numéro et l'article de la Tribune de juin 47 où la C.G.T. défend les 24 jours de congé. Une prompt réponse nous satisfait.

Quant à nous, nous sommes en mesure de citer des textes où Tournemaine, au nom de la production, combat avec violence l'augmentation des congés, la semaine de 40 heures et l'échelle mobile. Si cela ne plaît pas à Tournemaine et à ses acolytes, nous les renvoyons, par avance, à Tournemaine et ses sbires.

La C.G.T., pas plus que la Tribune, ne défendait l'augmentation des congés en 47. NI EN JUIN, NI EN DECEMBRE. Toutes deux espéraient revoir les petits copains au pouvoir et ne voulaient pas les embêter avec de telles bagatelles contredisant la politique du parti. Il fallait PRODUIRE.

Les 24 jours de congé, ce n'est pas l'œuvre de la C.G.T., ni de F.O., ni de la C.F.T.C., C'EST L'ŒUVRE DE LA C.N.T. Pour si peu nombreux que nous soyons, c'est à force de taper sur le clou que nous l'avons enfoncée. Comme nous gagnerons la bataille pour les 40 heures, la retraite à 50 ans, la suppression de la hiérarchie. Premiers pas qui nous conduiront à la gestion ouvrière des chemins de fer.

Nous ne laisserons pas passer les inepties des inamovibles bonzes sans répondre. Que la C.G.T. mente, peu nous importe. On s'y fait à la longue. Quelle VOLE l'œuvre des autres, c'est une autre affaire.

Au train où va la C.G.T., qui reprend, un par un, nos mots d'ordre, Tournemaine, sentant le vent tourner, sera bientôt plus « anarchiste » que nous ! Pour garder son fauteuil, soyons assurés qu'il n'hésitera pas à changer, encore une fois, son fil d'épingle...

Mais... Si Tournemaine avait seulement son C.E.P., il saurait qu'en certain, nos occasions LE SILENCE EST D'OR... LA F.T.R. (C.N.T.)

En pays minier

La répression

Les Gueules Noires, organe du Syndicat des mineurs C.N.T. du Nord et du Pas-de-Calais s'élève :

« Avec indignation contre le licenciement des ouvriers de la Fosse 5 pour faits de grève. Et contre le renvoi de notre délégué Constant Defosse, légalement nommé par l'ensemble du

Les partis syndicaux ayant trahi l'espoir des travailleurs, la parole reste aux vrais syndicalistes

Je plaisantais en écrivant cela parce qu'enfin nous espérons bien, nous, syndicalistes, que l'ouvrier non stalinien rattaché à F.O. aura enfin compris où l'emmène cette dernière. « On veut que ça change ? pense le « chapeau Wall-Street » alors, changeons les mots. Au lieu de zones des salaires, disons « coût local de la vie » et le gouvernement trouvera bien 95 p. 100 des municipalités et 100 p. 100 des préfectures pour certifier exacts les chiffres fournis par son Administration centrale. Le temps que l'ouvrier se rende compte qu'il a été roulé suffit à rendre à nos « patrons » S.F.I.O. pour passer le cap difficile ? »

Sans tenir compte de cette pensée secrète, nous qui sommes des réalistes, posons les questions suivantes : « Comment comptez-vous calculer ce coût local de la vie ? Comment l'appliquerez-vous et à qui ? Qu'entendez-vous par localité ? Vous souvenez-vous qu'il y a environ 38.000 communes en France et que le mode d'existence n'est jamais le même suivant les lieux ? ». En vérité, à F.O. on veut à tout prix diviser pour FAIRE régner. En fractionnant, en émiettant le bloc des salaires suivant « les coûts locaux » F.O. joue le jeu patronal et gouvernemental car elle sait très bien que le budget d'un travailleur est le même à Paris et à Marseille, le surenchérissement d'un article compensant la vie.

Pieds-Nuds, à Espinasses ou Le Born qu'à Paris et Marseille, le surenchérissement d'un article compensant la vie. Face au prix de vente patronal UNIQUE pour toute la France, MULTITUDES de salaires locaux. Et vive F.O. !

Après cela, la fille publique de la rue Mademoiselle a l'audace de parler de « salaire national ». Comment peut-elle concilier l'idée d'un salaire national avec celle du coût local de la vie ? Un beau Chabanais ! Et d'abord, qu'est-ce que ce « salaire national » ? Si le minimum vital ou autre chose ? Si c'est le minimum vital, pourquoi ne pas le dire ? Le terme que vous avez inventé

tenir la récupération des fêtes légales. Et Terres lui dit textuellement : « Alors, tu veux te reposer toute l'année, toi. Tu ne veux plus travailler ? »

Après l'après, comme à l'accoutumée, traité d'agent des trusts », de « diviseur », de tout ce qu'on peut trouver dans les respectables colonnes des journaux où la masse doit — par discipline — prendre les consignes tous les matins et tous les soirs, ces messieurs passeront à l'application du plan. Au nom de la liberté, ils emploieront la manière forte. C'est qu'avec eux, on a toujours le droit de dire ce qu'on veut, à la condition qu'ils ne soient pas en nombre.

CEGETISTES, VOUS AVEZ VRAIMENT LA MEMOIRE COURTE

Un peu de pudeur, un peu de respect pour les vivants, si vous ne respectez pas les morts...

Tournemaine ferait bien de nous citer le numéro et l'article de la Tribune de juin 47 où la C.G.T. défend les 24 jours de congé. Une prompt réponse nous satisfait.

Quant à nous, nous sommes en mesure de citer des textes où Tournemaine, au nom de la production, combat avec violence l'augmentation des congés, la semaine de 40 heures et l'échelle mobile. Si cela ne plaît pas à Tournemaine et à ses acolytes, nous les renvoyons, par avance, à Tournemaine et ses sbires.

La C.G.T., pas plus que la Tribune, ne défendait l'augmentation des congés en 47. NI EN JUIN, NI EN DECEMBRE. Toutes deux espéraient revoir les petits copains au pouvoir et ne voulaient pas les embêter avec de telles bagatelles contredisant la politique du parti. Il fallait PRODUIRE.

Les 24 jours de congé, ce n'est pas l'œuvre de la C.G.T., ni de F.O., ni de la C.F.T.C., C'EST L'ŒUVRE DE LA C.N.T. Pour si peu nombreux que nous soyons, c'est à force de taper sur le clou que nous l'avons enfoncée. Comme nous gagnerons la bataille pour les 40 heures, la retraite à 50 ans, la suppression de la hiérarchie. Premiers pas qui nous conduiront à la gestion ouvrière des chemins de fer.

Nous ne laisserons pas passer les inepties des inamovibles bonzes sans répondre. Que la C.G.T. mente, peu nous importe. On s'y fait à la longue. Quelle VOLE l'œuvre des autres, c'est une autre affaire.

Au train où va la C.G.T., qui reprend, un par un, nos mots d'ordre, Tournemaine, sentant le vent tourner, sera bientôt plus « anarchiste » que nous ! Pour garder son fauteuil, soyons assurés qu'il n'hésitera pas à changer, encore une fois, son fil d'épingle...

Mais... Si Tournemaine avait seulement son C.E.P., il saurait qu'en certain, nos occasions LE SILENCE EST D'OR... LA F.T.R. (C.N.T.)

En pays minier

La répression

Les Gueules Noires, organe du Syndicat des mineurs C.N.T. du Nord et du Pas-de-Calais s'élève :

« Avec indignation contre le licenciement des ouvriers de la Fosse 5 pour faits de grève. Et contre le renvoi de notre délégué Constant Defosse, légalement nommé par l'ensemble du

ne vous plaît-il plus ? Ou a-t-il failli, ou est-il maintenant devenu sujet à risée ? Oui, sans doute est-ce cette dernière explication. Minimum vital, 15.000 fr. et des poussières ? Alors que le pain est à 35 fr. le kilo, que les salaires sont fixes (indice 900) et les prix de détail libres (indice de départ 1.900) ? Sachez simplement, prolétaires de ce pays, que les bonzes de vos centrales syndicales ont laissé s'écrouler votre pouvoir d'achat de plus de 50 p. 100 depuis 1938 ; qu'au 1^{er} janvier 1949, vos salaires auraient dû être multipliés par 5 pour retrouver votre « richesse » du lendemain de la Libération.

Un simple manœuvre en 1938 — année qui ne fut pas merveilleuse, nous le répétons — gagnait 8 fr. 35 de l'heure, soit 1.445 fr. pour 173 heures ; aujourd'hui, c'est 28.500 fr. qu'il devrait gagner mensuellement, et pour le même nombre d'heures, pour conserver le même pouvoir d'achat. IL EN GAGNE 12.900. Et vous, F.O., osez parler de minimum vital, du respect de la hiérarchie — autre facteur de division ? Et qui plus est, de primes de rendement venant s'y ajouter — troisième facteur d'inégalité ? Mais n'est-ce pas vous qui, lors du passage au pouvoir de Croizat, déclariez ne pas être d'accord avec la stakanovisation prônée par le ministre ? Ne vous moquiez-vous pas des appels à la production du gros Thorez, des mineurs laissant une semaine de leurs congés payés pour que « la bataille du charbon » soit gagnée ? Alors, vérité en deça, erreur au-delà ?

Quant à la C.G.T., avant de se prononcer sur le SEUL VÉRITABLE PROBLÈME DU MOMENT et de trahir une fois de plus, elle tient à réunir son C.C.N. pour se « situer ». Elle aussi parlera de minimum vital (dans les 16.000 environ), de hiérarchie des salaires à conserver, de révision des zones de salaires. Ce sera tout. Enrobé, bien entendu, de discours adéquats.

En réalité, le problème des salaires et des prix n'a et ne sera abordé ni par F.O. ni par la C.G.T. PARCE QUE NI L'UNE NI L'AUTRE NE VEULENT VRAIMENT L'ABORDER. La première parce que sous la férule de la S.F.I.O., du gouvernement III^e Faillable, et de Wall-Street : la seconde parce qu'aux ordres du P.C.F. donc ne cherchant aucunement à soulager la misère prolétarienne mais au contraire à l'accentuer, affaiblissant d'autant le potentiel de défense du pays en cas de conflit U.S.A.-U.R.S.S. et préparant ainsi la voie à la dictature — du prolétariat ou gaulliste — les Staliniens pré-ferant encore mieux, malgré leurs articles, leurs discours incendiaires et leur façade antigauliste, voir le Grand au pouvoir avec ses nerfs et sa politique salazarienne, que la sociale démocratie, de tout temps honnie par eux (3).

Le problème des salaires et des prix n'intéresse donc qu'indirectement tous ces messieurs et le bon peuple s'en rend compte. La cause est maintenant jugée, vous repasserez, vous et vos belles formules.

Ultime sursaut du syndicalisme révolutionnaire, donc libre, le Cartel national d'unité d'action syndicaliste, lui, a su prendre position. Tenant compte des

observations judicieuses de la C.N.T., il propose :

1. La revalorisation du pouvoir d'achat des travailleurs par l'attribution d'une indemnité de 7.000 fr. mensuelle non hiérarchisée (4) avec application immédiate de l'échelle mobile ;

2. La suppression des zones de salaires, des primes de rendement, du salaire à la tâche ;

3. La suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires.

Les syndicalistes révolutionnaires se doivent de propager, de développer ce programme minimum de revendications, approuvé par les autonomes, la C.N.T., l'Ecole Emancipée, les minorités F.O. et C.G.T. et qu'approuveront, NOUS EN SOMMES CERTAINS, tous les travailleurs de France.

Tous à l'action, camarades !

J. BOUCHER.

(1) Cependant, notons pour décembre une nouvelle montée — reconnue officiellement — de 3,4 % des prix de détail par rapport à ceux de novembre.

(2) Rappelons que cette hiérarchie s'étale de 1 à 9, et même de 1 à 14 pour certaines professions, alors que les « ancêtres » de juin 1936 l'avaient fixée de 1 à 4.

(3) Les exemples de l'Allemagne en 1932-33 et d'Autriche sous Dollfus sont caractéristiques à cet égard. Alors que les Hitlerjungen attaquaient et tuaient les militants communistes et syndicalistes lorsqu'il y avait rencontre entre propagandistes des deux camps, le Comité central du parti communiste allemand recommanda à ses adhérents de voter pour Hitler et ses sbires contre la social-démocratie au moment des élections cruciales de 1932.

Même processus en Autriche. Là, les communistes votèrent contre Dollfus et contre les socialistes et bien pour les Hitlerjungen de Seis-Inquart. Certaines lettres secrètes du Komintern, retrouvées depuis, prouvent que des cellules entières votèrent pour Dollfus, contre les socialistes, à Vienne même, au moment où le « chancelier » « épura » les organisations ouvrières.

(4) Ces 7.000 fr. remettent le pouvoir d'achat du manœuvre de la région parisienne en concordance avec celui existant au lendemain de la Libération. Pour satisfaire entièrement au programme du Cartel (indices 1938), c'est 14.000 francs qu'il eût fallu réclamer.

observations judicieuses de la C.N.T., il propose :

1. La revalorisation du pouvoir d'achat des travailleurs par l'attribution d'une indemnité de 7.000 fr. mensuelle non hiérarchisée (4) avec application immédiate de l'échelle mobile ;

2. La suppression des zones de salaires, des primes de rendement, du salaire à la tâche ;

3. La suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires.

Les syndicalistes révolutionnaires se doivent de propager, de développer ce programme minimum de revendications, approuvé par les autonomes, la C.N.T., l'Ecole Emancipée, les minorités F.O. et C.G.T. et qu'approuveront, NOUS EN SOMMES CERTAINS, tous les travailleurs de France.

Tous à l'action, camarades !

J. BOUCHER.

(1) Cependant, notons pour décembre une nouvelle montée — reconnue officiellement — de 3,4 % des prix de détail par rapport à ceux de novembre.

(2) Rappelons que cette hiérarchie s'étale de 1 à 9, et même de 1 à 14 pour certaines professions, alors que les « ancêtres » de juin 1936 l'avaient fixée de 1 à 4.

(3) Les exemples de l'Allemagne en 1932-33 et d'Autriche sous Dollfus sont caractéristiques à cet égard. Alors que les Hitlerjungen attaquaient et tuaient les militants communistes et syndicalistes lorsqu'il y avait rencontre entre propagandistes des deux camps, le Comité central du parti communiste allemand recommanda à ses adhérents de voter pour Hitler et ses sbires contre la social-démocratie au moment des élections cruciales de 1932.

Même processus en Autriche. Là, les communistes votèrent contre Dollfus et contre les socialistes et bien pour les Hitlerjungen de Seis-Inquart. Certaines lettres secrètes du Komintern, retrouvées depuis, prouvent que des cellules entières votèrent pour Dollfus, contre les socialistes, à Vienne même, au moment où le « chancelier » « épura » les organisations ouvrières.

(4) Ces 7.000 fr. remettent le pouvoir d'achat du manœuvre de la région parisienne en concordance avec celui existant au lendemain de la Libération. Pour satisfaire entièrement au programme du Cartel (indices 1938), c'est 14.000 francs qu'il eût fallu réclamer.

observations judicieuses de la C.N.T., il propose :

1. La revalorisation du pouvoir d'achat des travailleurs par l'attribution d'une indemnité de 7.000 fr. mensuelle non hiérarchisée (4) avec application immédiate de l'échelle mobile ;

2. La suppression des zones de salaires, des primes de rendement, du salaire à la tâche ;

3. La suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires.

Les syndicalistes révolutionnaires se doivent de propager, de développer ce programme minimum de revendications, approuvé par les autonomes, la C.N.T., l'Ecole Emancipée, les minorités F.O. et C.G.T. et qu'approuveront, NOUS EN SOMMES CERTAINS, tous les travailleurs de France.

Tous à l'action, camarades !

J. BOUCHER.

(1) Cependant, notons pour décembre une nouvelle montée — reconnue officiellement — de 3,4 % des prix de détail par rapport à ceux de novembre.

(2) Rappelons que cette hiérarchie s'étale de 1 à 9, et même de 1 à 14 pour certaines professions, alors que les « ancêtres » de juin 1936 l'avaient fixée de 1 à 4.

(3) Les exemples de l'Allemagne en 1932-33 et d'Autriche sous Dollfus sont caractéristiques à cet égard. Alors que les Hitlerjungen attaquaient et tuaient les militants communistes et syndicalistes lorsqu'il y avait rencontre entre propagandistes des deux camps, le Comité central du parti communiste allemand recommanda à ses adhérents de voter pour Hitler et ses sbires contre la social-démocratie au moment des élections cruciales de 1932.

Même processus en Autriche. Là, les communistes votèrent contre Dollfus et contre les socialistes et bien pour les Hitlerjungen de Seis-Inquart. Certaines lettres secrètes du Komintern, retrouvées depuis, prouvent que des cellules entières votèrent pour Dollfus, contre les socialistes, à Vienne même, au moment où le « chancelier » « épura » les organisations ouvrières.

(4) Ces 7.000 fr. remettent le pouvoir d'achat du manœuvre de la région parisienne en concordance avec celui existant au lendemain de la Libération. Pour satisfaire entièrement au programme du Cartel (indices 1938), c'est 14.000 francs qu'il eût fallu réclamer.

observations judicieuses de la C.N.T., il propose :

1. La revalorisation du pouvoir d'achat des travailleurs par l'attribution d'une indemnité de 7.000 fr. mensuelle non hiérarchisée (4) avec application immédiate de l'échelle mobile ;

2. La suppression des zones de salaires, des primes de rendement, du salaire à la tâche ;

3. La suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires.

Les syndicalistes révolutionnaires se doivent de propager, de développer ce programme minimum de revendications, approuvé par les autonomes, la C.N.T., l'Ecole Emancipée, les minorités F.O. et C.G.T. et qu'approuveront, NOUS EN SOMMES CERTAINS, tous les travailleurs de France.

Tous à l'action, camarades !

J. BOUCHER.

(1) Cependant, notons pour décembre une nouvelle montée — reconnue officiellement — de 3,4 % des prix de détail par rapport à ceux de novembre.

(2) Rappelons que cette hiérarchie s'étale de 1 à 9, et même de 1 à 14 pour certaines professions, alors que les « ancêtres » de juin 1936 l'avaient fixée de 1 à 4.

(3) Les exemples de l'Allemagne en 1932-33 et d'Autriche sous Dollfus sont caractéristiques à cet égard. Alors que les Hitlerjungen attaquaient et tuaient les militants communistes et syndicalistes lorsqu'il y avait rencontre entre propagandistes des deux camps, le Comité central du parti communiste allemand recommanda à ses adhérents de voter pour Hitler et ses sbires contre la social-démocratie au moment des élections cruciales de 1932.

Même processus en Autriche. Là, les communistes votèrent contre Dollfus et contre les socialistes et bien pour les Hitlerjungen de Seis-Inquart. Certaines lettres secrètes du Komintern, retrouvées depuis, prouvent que des cellules entières votèrent pour Dollfus, contre les socialistes, à Vienne même, au moment où le « chancelier » « épura » les organisations ouvrières.

(4) Ces 7.000 fr. remettent le pouvoir d'achat du manœuvre de la région parisienne en concordance avec celui existant au lendemain de la Libération. Pour satisfaire entièrement au programme du Cartel (indices 1938), c'est 14.000 francs qu'il eût fallu réclamer.